

# OBSERVATOIRE de la NON PROLIFÉRATION

Numéro 3

Janvier 2006

## ***SOMMAIRE***

**MULTILATERAL.....1**

**Échos onusiens .....1**

**PAYS.....2**

**Nucléaire.....2**

**Radiologique.....2**

**Biologique.....2**

**Chimique.....2**

**Missiles.....3**

**CRISES ..... 3**

**TERRORISME.....3**

**CONTRÔLE  
EXPORTATIONS.....3**

**Dernière minute .....3**

## **RELATIONS**

**INTERNATIONALES...4**

**Géopolitique.....4**

**Diplomatique.....4**

**RECHERCHE.....4**

**Lectures.....4**

**Agenda.....4**

## **MULTILATERAL et nouvelles initiatives**

### ***Mise en œuvre de la « 1540 » : des progrès discrets mais notables***

Le Président du Comité 1540, M. Motoc, a présenté son rapport d'activités au Conseil de Sécurité le 16 décembre dernier.

Le Comité qui a été établi suite au vote de la résolution relative à la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive (S/RES/1540—28 avril 2004) afin de suivre la mise en œuvre de ses dispositions au niveau des États, devait recevoir les rapports nationaux dans les six mois suivant ce vote. M. Motoc a constaté qu'à la fin 2005, 140 États s'étaient acquittés de cette tâche, mais de manière inégale.

Or les retardataires ne sont pas ceux sur lesquels porteraient spontanément les soupçons : en effet, des « *rogue states* » désignés par l'administration Bush, seule la Corée du Nord n'a pas rempli ses obligations.

Le retard de cet exercice étant notamment imputable aux problèmes administratifs qu'il engendre, l'offre d'assistance des États sur ce point paraît précieuse. Le Comité en a recensé de plusieurs types (directe, par le biais d'organisations internationales, juridique...), provenant de quarante États.

Enfin, concernant l'incomplétude des déclarations, le Comité a relancé chacun des 140 États ayant remis leur rapport, afin

d'obtenir les informations idoines. A la date du 10 décembre, 42 d'entre eux avaient répondu à cette nouvelle demande du Comité.

### ***UE : mise à jour des priorités de la stratégie ADM***

La représentante de l'UE pour la non-prolifération, Mme Giannella, a rendu public à la fin du mois de décembre le rapport semestriel sur la mise en œuvre du chapitre III de la stratégie du 12 décembre 2003. Contrairement au précédent (juin 2005), celui-ci comporte une révision de la liste des priorités.

Il met notamment l'accent sur les armes biologiques, avec une augmentation notable du budget alloué à l'action commune pour la Convention d'Interdiction des Armes Biologiques (quintuplé par rapport à l'an dernier) et la création d'un nouveau chapitre dédié à la protection physique des laboratoires biologiques (8 millions d'euros par an, dont 4 pour l'Ukraine).

Sont également placées au premier plan les actions communes de soutien à l'AIEA, à l'organisation de la Convention chimique et à celle du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.

## **ECHOS ONUISIENS**

### ***Un agenda pour la Commission du désarmement***

Dans le paysage des enceintes onusiennes dédiées au désarmement, la Commission du désarmement se fait discrète. Il faut dire que son rôle n'est pas décisif et que son activité a considérablement chuté ces dernières années en l'absence d'accord sur un ordre du jour. Aussi le vote d'un agenda pour 2006, le 8 décembre dernier, n'a-t-il pas été très remarqué. Il est pourtant intéressant et ce à double titre.

Il constitue d'abord un signal positif dans la mesure où il permet d'envisager l'engagement de débats sur des questions substantielles lors de la session de 2006 prévue du 19 au 28 avril prochain. Ensuite, les conditions mêmes de son obtention méritent d'être examinées, car celle-ci résulte d'un compromis sur la formulation concernant le désarmement nucléaire, les États-Unis s'étant opposés à une version mettant un accent plus important sur ce volet que sur la non-prolifération, comme souhaité par les non-alignés.

L'agenda comporte donc les trois objets suivants :

- \* « *Recommandations pour atteindre les objectifs de désarmement nucléaire et de non-prolifération des armes nucléaires* »;
- \* « *Mesures de confiance pratiques dans le domaine des armes conventionnelles* »;
- \* « *Le problème des mesures pour améliorer l'efficacité des méthodes de travail de la commission du désarmement* ».

## PAYS : enjeux NRBC & missiles

### NUCLEAIRE

#### **Pakistan : motivation de non-prolifération**

Si les révélations concernant le réseau de prolifération du Dr A.Q Khan ont, sérieusement et longuement sans doute, entaillé l'image du Pakistan et la confiance de la communauté internationale vis-à-vis de cet État, ce dernier semble décidé à les rénover au plus vite. Les efforts de communication qu'il déploie sur tous les sujets ayant trait à la non-prolifération le laissent penser.

Récemment, la remise à jour de la liste des biens, technologies, matériels et équipements liés aux armes nucléaires, biologiques, chimiques et à leurs vecteurs, dans le cadre de la loi sur le contrôle des exportations lui a permis de rappeler l'existence de celle-ci (adoptée en septembre 2004 par le Parlement).

Cette politique de non-prolifération, déclaratoire ou effective a connu un renouveau avec la conclusion de l'accord sur la coopération nucléaire civile entre l'Inde et les États-Unis (18 juillet 2005) ; le Pakistan avait immédiatement manifesté sa volonté d'accéder au même traitement, mais en vain.

#### **Vision(s) américaine(s) de la lutte contre la prolifération**

Deux discours du Département d'État américain ont été prononcés au début du mois de décembre au sujet de la politique américaine de lutte contre la prolifération. R. Joseph, *under secretary* pour l'Arms control et S. Rademaker, *assistant secretary* pour la non-prolifération se sont chacun exprimés en des lieux différents et avec des approches contrastées : le premier, dans l'État de Virginie, a mentionné les différents instruments privilégiés par l'administration Bush y compris les moyens de contre-prolifération, tandis que le second, lors d'une conférence du CSCAP, a tenté de mettre en relief la dimension multilatérale de l'approche américaine.

#### **Insécurité nucléaire et de fonds en Russie**

En aurait-on douté, l'actualité confirme que l'aide internationale dans le domaine nucléaire n'est pas exempte de fraudes financières. Plusieurs millions de dollars auraient ainsi été détournés des fonds américains destinés à l'amélioration de la sécurité nucléaire en Russie par son ancien ministre à l'énergie nucléaire. Yevgeny O. Adamov, à cette fonction jusqu'en 2001, aurait joué un rôle majeur dans la coopération nucléaire avec l'Iran. Il sera extradé vers la Russie plutôt que les États-Unis, contrairement à ce que ces derniers souhaitaient.

### BIOLOGIQUE

#### **La Corée du Sud renforce sa législation**

Le Cabinet du gouvernement sud-coréen a approuvé le mois dernier une loi interdisant le développement, le stockage, la fabrication et l'usage d'armes biologiques, avec des sanctions pour tout contrevenant. Ce texte, qui doit recevoir l'approbation de l'Assemblée nationale avant d'entrer en vigueur, mettra la Corée du Sud en conformité avec ses obligations relatives à la Convention d'Interdiction des armes biologiques.

#### **Difficile séparation nucléaire en Inde**

Quelle réalité recouvrent les propos du Premier ministre indien relayés par la presse indienne le 11 décembre 2005 (*The Indian Express*) ? Manmohan Singh aurait déclaré que la séparation des installations nucléaires militaires et civiles de l'Inde se trouvait désormais à un stade assez avancé (« *fairly advanced stage* »).

Ce processus de séparation des installations découle de l'accord bilatéral conclu par l'Inde et les États-Unis le 18 juillet 2005 afin de permettre une coopération dans les domaines de l'énergie nucléaire civile et du spatial—cette coopération ayant été suspendue en raison du programme nucléaire militaire indien.

La distinction entre les activités militaires et civiles, préalable à la soumission de ces dernières à la vérification de l'AIEA, suscite des interrogations. Car, semble-t-il, jusqu'à présent, le pays a toujours mené les deux activités de front. Un certain nombre d'installations pose problème, y compris le réacteur de recherche Cyrus que les Canadiens auraient vendu à l'Inde sous condition d'un usage pacifique alors que celui-ci aurait permis la production de plutonium militaire (notamment pour Pokharan I).

La visite à Washington du secrétaire indien aux Affaires étrangères Shyam Saran, le 21 décembre dernier n'a pas apporté d'élément nouveau, celui-ci se refusant à détailler ce sujet.

### CHIMIQUE

#### **L'autre procès irakien**

L'homme d'affaires néerlandais accusé d'avoir fourni à l'Irak un précurseur d'arme chimique utilisé contre les Kurdes d'Halabja (1988) et durant la guerre contre l'Iran, a été condamné à quinze ans de prison (tribunal de La Haye, 23 décembre). Frans Van Anraat qui aurait ainsi transféré 1000 tonnes de thio-diglycol à Saddam Hussein entre 1984 et 1988, a été reconnu coupable de crime de guerre.

#### **Restes de guerre**

La Chine a accepté de retarder l'échéance du retrait des armes chimiques japonaises datant de la seconde guerre mondiale de 2007 à 2012.

### MISSILES et autres vecteurs

#### **Antimissile : le Japon dans la course**

Le Japon a annoncé officiellement sa décision de procéder au développement conjoint avec les États-Unis de la nouvelle génération d'intercepteurs de missiles. En juillet dernier, le Parlement japonais avait voté une loi autorisant l'interception de missiles (ce que l'interprétation de la Constitution ne permettait pas jusqu'alors).

L'hebdomadaire allemand « Bild » a révélé les transferts de technologies russes et nord-coréennes de missiles à longue portée vers l'Iran (révélation fondée sur celle d'un service de renseignement). La Corée du Nord aurait vendu les composants de 18 BM-25 dont l'Iran se servirait pour allonger la portée de ses missiles.

## RÈGLEMENT DES CRISES

### Accélération dans la crise iranienne

Les semaines entourant le passage à l'an 2006 n'ont pas connu de réelle accalmie dans le développement de la crise iranienne. Bien au contraire. Pourtant, ces événements qui semblent pénaliser et retarder la résolution de la crise, pourraient à l'inverse constituer un moyen d'accélérer son dénouement.

Lors d'une réunion le 21 décembre à Vienne, les Européens (UE3) et les Iraniens étaient parvenus à s'accorder sur la perspective d'une reprise des discussions dans le courant du mois de janvier. Mais deux événements dans les jours suivant cette réunion ont pu laisser craindre un revirement de Téhéran : premièrement, le rejet iranien de la proposition russe—consistant à permettre l'enrichissement de l'uranium par les iraniens mais en Russie— et deuxièmement, sur un plan symbolique, le remplacement du représentant iranien à l'AIEA le 23 décembre.

Les perspectives d'une reprise des discussions, comme convenu par les Européens et les Iraniens à Vienne le 21 décembre dernier, ont en réalité disparu dès lors que les Iraniens ont entrepris de lever les scellés de plusieurs de leurs installations nucléaires après avoir déclaré leur intention de reprendre des « activités de recherche et de développement » (4 et 9 janvier).

Si la voie diplomatique n'a pas été écartée par les Européens engagés dans la résolution de la crise nucléaire iranienne, celle-ci connaîtra sans doute un durcissement dans les semaines à venir. C'est en tous cas ce que semble indiquer la déclaration commune de l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne à Berlin le 12 janvier dernier, qui annonce que « *le moment est*

*venu pour le Conseil de sécurité de jouer son rôle afin de renforcer l'autorité des résolutions de l'AIEA* » et prévoit dans cette perspective la tenue d'une réunion extraordinaire du Conseil des gouverneurs\*. De son côté, l'Iran n'a pas manqué de rappeler qu'un recours au Conseil de Sécurité le conduirait à se dégager de tous ses engagements auprès de l'AIEA, conformément à la loi votée par le Majlis le 20 novembre 2005 .

(\*) Texte disponible sur [www.diplomatie.gouv.fr](http://www.diplomatie.gouv.fr)

### Corée du Nord : la reprise des pourparlers en question

Nouvel épisode dans l'histoire déjà longue de la crise nord-coréenne, le refus de Pyongyang de reprendre les discussions multilatérales apparaît comme une répétition, à ceci près que le motif invoqué est nouveau : la Corée du nord proteste contre les sanctions américaines portant sur plusieurs de ses entreprises soupçonnées de mener des activités illicites. Les preuves de ces accusations devraient être présentées à Séoul par les Américains le 22 janvier. La Corée du Sud devra sans doute jouer le médiateur, un rôle délicat qu'elle assume régulièrement entre les deux parties.

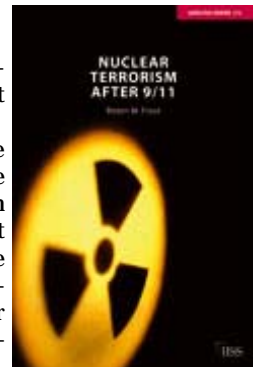
Selon les informations délivrées par l'AIEA, la levée des scellés concernerait les sites de Natanz (enrichissement de l'uranium), ainsi que les installations appartenant aux sociétés Pars Trash et Farayand technique. Les scellés portaient sur différents composants de centrifugeuse, sur de l'acier maraging, ainsi que sur deux cylindres contenant de l'hexafluorure d'uranium (UF6).

## TERRORISME

### Le terrorisme nucléaire : un risque surestimé

L'évaluation de la menace que représente le terrorisme nucléaire est variable. Et dire que ce risque est surestimé n'est pas nouveau. Pourtant, l'approche proposée par le canadien Robin M. Frost dans une publication récente de l'IISS est intéressante.

Prenant le contre-pied des arguments habituellement utilisés pour justifier l'existence même d'une réflexion sur la question du terrorisme nucléaire, l'auteur se plaît à montrer notamment que l'accès aux matières n'est pas si évident et que la Russie n'est pas le supermarché nucléaire qu'on voudrait faire croire (ce n'est pas un « Nukes-R-Us »), que la fabrication d'un engin nucléaire n'est pas à la portée de tous et que tous les terroristes ne sont pas susceptibles de s'y intéresser. Là encore rien de très original, si ce n'est que l'argumentation de Frost est riche en informations et en anecdotes (voir notamment the « *Nth Country Experiment* »). A noter également son refus de considérer les terroristes comme des acteurs irrationnels et sa tentative de qualifier leurs motivations à se tourner vers le nucléaire en fonction de leur type.



« *Nuclear terrorism after 9/11* ». Robin M. FROST. Adelphi Paper n°378—janvier 2006—International Institute for Strategic Studies (IISS)

## CONTRÔLE DES EXPORTATIONS

### « Iran Nonproliferation Act » : de l'utilité des sanctions

L'administration Bush a annoncé le 26 décembre avoir sanctionné six entreprises chinoises dans le cadre de l'Iran Nonproliferation Act (2000) qui prévoit des sanctions pour les transferts de technologies ou biens liés à la prolifération des ADM et de leurs vecteurs, selon les listes établies par les régimes multilatéraux de contrôle des exportations. Des firmes chinoises sanctionnées pour leur implication dans des transferts de biens et matériaux relatifs aux technologies de missiles et aux armes chimiques, deux l'avaient déjà été un an auparavant.

### Fuites au Soudan

Le quotidien britannique « *The Guardian* » a fait état d'un rapport de services de renseignement européens mettant en évidence l'implication du Soudan dans un trafic nucléaire. En effet, les matériaux à double-usage achetés jusqu'en 2001 par le Soudan, trop sophistiqués au regard de l'état de son programme nucléaire (applications médicales), n'ont pas été retrouvés dans le pays, ni en Libye. Les soupçons se portent sur l'Iran.

## RELATIONS INTERNATIONALES

### Géopolitique

**Mesure de confiance en Asie du Sud**  
Comme prévu par l'accord pour l'interdiction de l'attaque contre les installations nucléaires du 31 décembre 1988 (§2), l'Inde et le Pakistan ont procédé à leur échange annuel d'informations sur les installations nucléaires civiles.

### Diplomatique

Les États de l'ASEAN réunis à Kuala Lumpur pour leur onzième sommet, le 12 décembre dernier ont réaffirmé leur soutien à la dénucléarisation de la péninsule coréenne et aux efforts en ce sens dans le cadre des pourparlers à six. Ils ont appelé à une résolution pacifique de la question nucléaire. (« Une vision, une identité, une communauté » Déclaration finale du Président).

### G8—Priorités de la présidence russe en 2006

La Russie, qui a pris la présidence du G8 au 1er janvier 2006, devrait mettre l'accent sur l'éducation et la sécurité énergétique, si l'on en croit l'annonce faite par Vladimir Poutine au sommet de Gleneagles l'année passée.

En matière de non-prolifération, Vladimir Orlov, membre du PIR-center (Moscou) perçoit ainsi les priorités russes, du moment telles qu'elles pourraient s'insérer dans l'agenda du sommet de Saint-Petersbourg : obtenir plus d'informations sur le programme nucléaire pakistanais, rapprocher la Corée du nord de l'AIEA et du TNP, éviter l'escalade entre l'Iran et les États-Unis et enfin empêcher l'acquisition d'ADM par des acteurs non-étatiques.

## RECHERCHE

### Du côté de la recherche

#### Une démonstration efficace

Lors du dernier séminaire stratégique sur la prolifération animé par G. Le Guelte (IRIS) le 5 janvier dernier, H. Sokolski a procédé à une démonstration de la nécessité de placer un certain nombre de garde-fous autour de l'accord entre l'Inde et les États-Unis pour la coopération nucléaire civile et spatiale. Avec une verve et une méthode efficaces, l'expert a mis en évidence les risques inhérents à cet accord : en particulier, l'aide indirecte au programme nucléaire militaire et balistique (missile Surya) et les conséquences pour les régimes de non-prolifération.

H. Sokolski (Non Proliferation Policy Education Center—www.Npec-web.org)

#### Comprendre la prolifération nucléaire

Le CESIM et la FRS ont tenu un atelier de travail de format restreint sur la « *Motivation des pays proliférants* » (19/12/05). Cette réunion qui s'inscrit dans le cadre d'une étude pilotée par la Délégation aux affaires stratégiques (DAS) du Ministère de la défense, a permis aux chercheurs impliqués de soumettre à la réflexion des participants leur méthode d'analyse du phénomène de la prolifération nucléaire, méthode fondée sur une approche pluridisciplinaire, géo-socio-psycho-politique.

### LECTURES—Ressources web

Sur les méthodes de surveillance de l'émergence d'activités duales dans le domaine **biologique** : *"Biowarfare lessons, emerging biosecurity issues, and ways to monitor dual-use biotechnology trends in the future"*, H.E. Purkitt, USAF-INSS, septembre 2005 ([www.usafa.af.mil/df/inss/OCP/ocp61.pdf](http://www.usafa.af.mil/df/inss/OCP/ocp61.pdf))

De l'intérêt de prévoir la mise en place d'une initiative de réduction de la menace en **Corée du Nord** (Et si les pourparlers à six aboutissaient) : *"The six-party talks and beyond: cooperative threat reduction and north Korea"* Joel S. WIT, Jon WOLF-STAHN, Choong-suk OH, CSIS, December 2005 ([www.csis.org](http://www.csis.org))

Un corps d'**inspecteurs internationaux** ONU dédié aux ADM : à quelles fins et avec quels moyens? *"A standing United Nations verification body: necessary and feasible"*. Trevor Findlay, WMD Commission, décembre 2005 ([www.wmdcommission.org](http://www.wmdcommission.org))

Pour une politique de non-prolifération fondée sur des moyens diplomatiques et économiques, contre un *a priori* répandu sur le lien entre type de régime politique et volonté d'acquisition d'armes nucléaires, etc... *"Ringling in proliferation: how to dismantle an atomic bomb network ?"*, Alexander H. Montgomery, International Security – Automne 2005

### Renforcer le régime de non-prolifération

« *The urgent need to strengthen the nuclear non-proliferation regime* »,

Pierre Goldschmidt, janvier 2006.

[www.carnegieendowment.org](http://www.carnegieendowment.org)

#### Et encore...

*"Regional initiatives on nuclear and WMD Free-zone: cooperative approaches to arms control and non-proliferation"*, M. Hamel-Green, UNIDIR, 2005.

### Conférences

19 janvier : « **Preventing conflict in space** ». Conférence organisée par l'Institut de Monterey à l'université G. Washington. [www.miis.edu](http://www.miis.edu)

20 janvier : « **Nuclear games : examining stability and defenses in a proliferated world** » Table-ronde organisée par l'Institut Marshall (Washington).

<http://www.marshall.org/subcategory.php?id=24>

25 janvier : Conférence autour de **Hans Blix, président de la commission sur les armes de destruction massive** sur le renforcement de la lutte contre la prolifération organisé par l'Arms control Association. A noter également, le même jour, une réunion sur l'avenir des arsenaux nucléaires américains. Fondation Carnegie à Washington.

[www.armscontrol.org](http://www.armscontrol.org)

### Événements

17-19 janvier : réunion de la WMD Commission, présidée par H. Blix (Stockholm).

23 janvier : Reprise des travaux de la Conférence du désarmement (CD) à Genève pour sa première session annuelle jusqu'au 31 mars.

30 janvier / 3 février : première session du panel d'experts gouvernementaux sur la vérification sous tous ses aspects.

OBSERVATOIRE de la NON PROLIFÉRATION

Conception / rédaction : Tiphaine de Champchesnel  
Chargée de recherche—CESIM